

**« La sécurité écologique comme levier clé de la coopération internationale »**  
*27 septembre 2019 - Kaliningrad, Russie*

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureuse d'être parmi vous aujourd'hui pour évoquer un sujet majeur et pourtant si souvent sous-estimé : celui du climat.

Vous le savez, de par le monde, la jeunesse se mobilise dans un élan sans précédent pour inviter les dirigeants, élus et gouvernements à passer de la discussion à l'action.

L'environnement est un enjeu global. Les défis que nous avons à relever appellent des réponses globales.

Pourtant, plusieurs décennies après le Club de Rome, c'est toujours ce pourquoi la jeunesse se mobilise aujourd'hui. Et cela se comprend car les enjeux environnementaux - le déclin de la couche d'Ozone, le changement climatique, les atteintes à la biodiversité, la pollution - nous rappellent que, à ce jour, les solutions ne sont pas au rendez-vous.

Si des actions d'envergure ont pu être déployées par des dirigeants engagés, le fossé entre une conscience grandissante des populations et l'impact concret des initiatives collectives reste saisissant.

Pour autant, je ne suis pas ici pour vous dire que la partie est terminée. Elle ne l'est pas.

Elle ne l'est pas car aujourd'hui, l'environnement devient plus qu'une préoccupation mais un enjeu de sécurité. C'est un changement fondamental.

Parler d'écologie aujourd'hui, ce n'est plus se préoccuper de laisser une planète vivable à ceux qui vivront sur cette Terre le siècle prochain, la génération prochaine, demain. Il s'agit de nous. Il s'agit de maintenant. La jeunesse comprend cela. Nous comprenons cela.

C'est un changement important. La coopération n'est plus seulement opportune pour préparer demain. Elle est indispensable pour aujourd'hui.

Beaucoup d'enjeux mériteraient que je m'y attarde aujourd'hui. Mais je souhaiterais mettre en lumière plus particulièrement deux d'entre eux : les phénomènes migratoires et les catastrophes naturelles. Chacun de ces sujets, qui sont liés, appelle une plus grande coopération internationale.

Ce mercredi, le GIEC a dévoilé une nouvelle étude qui conclut, une nouvelle fois, que le climat empire les catastrophes naturelles de certains types, dont notamment les ouragans, les inondations, les feux, les sécheresses.

Cela a un coût humain : d'après le *Center of Research on Epidemiology of Disasters*, en 2018, environ 5 000 personnes sont décédées et 29 millions ont nécessité une aide d'urgence du fait du réchauffement climatique.

Il y a, aussi, un coût économique : en 2017, les États-Unis ont vécu 16 catastrophes naturelles ayant, chacune, eu un impact supérieur au milliard de dollars sur l'économie. Sur l'année, et c'est un record, les catastrophes naturelles ont coûté 307 milliards de dollars à l'économie américaine.

Il est donc crucial de mieux travailler ensemble pour réduire l'impact de ces catastrophes naturelles. Nous ne pouvons faire l'autruche alors que certaines régions souffrent terriblement de ces catastrophes. Au bout du compte, l'enjeu est pour tous avec des conséquences importantes, par exemple, sur les flux migratoires.

En effet, le changement climatique fait des enjeux migratoires l'un des plus grands défis du siècle. En 2015, pour mémoire, au pic de ce que l'on appelait alors la « crise migratoire », 1 million de personnes sont arrivées en Europe par la Méditerranée. A ce moment, en Europe, nous n'étions pas du tout préparés et nous avons souffert du manque de coordination des États. Demain, avec le réchauffement climatique, des mouvements importants de populations sont à anticiper. Demain, peut-être faudra-t-il comme certains le proposent faire du changement climatique un motif légitime d'asile. J'ai la conviction que nous ne répondrons pas à ces enjeux du siècle en construisant chaque fois des murs plus hauts. Nous devons agir, maintenant, pour anticiper ce qui pourrait être un des plus grands mouvements de population de l'histoire.

La sécurité écologique demande beaucoup plus de coopération globale entre les États. Dans un mois, la 25e COP se tiendra au Chili. 47 ans après la Conférence de Stockholm. 22 ans après les accords de Kyoto. 4 ans après l'accord de Paris.

Aujourd'hui, plus de 195 pays se sont engagés sur la voie d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre avec l'Accord de Paris. Lundi dernier, aux Nations Unies, la Russie a rejoint cet Accord. C'est une très bonne nouvelle, qui n'était pas attendue il y a encore quelques mois. Cela montre que les choses ont commencé à bouger. C'est une avancée importante pour la Russie, qui a des marges importantes et doit jouer un rôle demain dans l'économie verte.

L'Accord de Paris est une étape importante, mais beaucoup reste encore à faire. Ce qui est en jeu est trop important et pourtant encore aujourd'hui certaines Nations veulent faire porter tous les efforts par d'autres. Les politiques environnementales doivent être partagées ou elles ne marcheront pas : la pollution n'a pas de frontières, le réchauffement climatique n'a pas de frontières, les

gaz à effet de serre n'ont pas de frontières. Nous devons jouer collectif pour rendre notre planète plus propre.

Ces 2 dernières années, la France a pris des mesures fortes pour montrer la voie vers une économie plus durable. La France a voté la fin des exploitations d'hydrocarbures, et la fermeture de toutes les usines à charbon du territoire. C'est une première mondiale.

Nous avons démarré l'examen au Parlement d'une loi qui vise à interdire la destruction des invendus non alimentaires, à créer un système de bonus malus pour les entreprises afin de favoriser les comportements vertueux, à mieux lutter contre le gaspillage.

L'année prochaine, le budget de la transition écologique en France atteindra 35 milliards d'euros.

Ce n'est pas un chemin facile. Le mouvement des Gilets jaunes en France a rappelé que la transition écologique devait impérativement être solidaire. Nous ne pourrons réussir cette indispensable transition si nous ne prenons pas en compte la réalité de ceux qui, au quotidien, se battent déjà pour finir le mois.

Une fois de plus, pour réussir nous devons faire ensemble. Les citoyens doivent agir de concert. Les Nations doivent agir de concert.

Le Président Jacques Chirac, qui nous a quittés hier, avait dit dans une de ses interventions restées célèbres : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Il est temps de regarder, ensemble, au bon endroit.